



Assemblée générale

Distr. générale
23 mars 2009
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Guam

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités	1–2	3
II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques	3–13	3
III. Questions militaires	14–23	6
IV. Questions relatives à la terre	24	8
V. Budget	25–32	8
VI. Économie	33–58	10
A. Généralités	33–38	10
B. Tourisme	39–41	11
C. Construction et infrastructure	42–43	11
D. Transport et communications	44–49	12
E. Approvisionnement en eau, assainissement et services publics	50–54	13
F. Agriculture et pêche	55–58	14
VII. Conditions sociales	59–77	14
A. Travail	59–62	15
B. Éducation	63–68	15
C. Santé publique	69–72	15



	D. Logement	72–74	17
	E. Immigration	75–76	17
	F. Droits de l’homme et questions connexes	77	18
VIII.	Environnement	78–82	18
IX.	Relations avec les organisations internationales et les partenaires	83	19
X.	Statut futur du territoire	84	19
	A. Positionnement du Gouvernement du Territoire	84	19
	B. Position de la Puissance administrante	85	19
	C. Mesures prises par l’Assemblée général	86	20

I. Généralités

1. Guam est un Territoire non-autonome administré par les États-Unis d'Amérique. Guam est la plus méridionale et la plus grande des Iles Mariannes du Pacifique, située à environ 2 200 kilomètres au sud de Tokyo et à 6 000 kilomètres à l'ouest sud-ouest d'Hawaï. Il consiste en une seule île d'environ 540 kilomètres carrés. Il comprend deux zones géologiques distinctes de superficie à peu près égale. La partie nord de l'île est un haut plateau de calcaire coralligène et la région sud est montagneuse. Le port d'Apra, situé sur le côté occidental du centre de l'île, est l'un des plus grands ports protégés du Pacifique et passe pour être le plus beau port en eau profonde entre Hawaï et les Philippines. La capitale de Guam est Hafatna, connue aussi sous le nom d'Agana.

2. Quand les premiers missionnaires espagnols arrivèrent à Guam à la fin du dix-septième siècle, l'île n'était habitée que par le peuple autochtone des Chamorros, censé être de descendance mayo-polynésienne. Aujourd'hui les Chamorros forment à peine plus d'un tiers de la population et jouent un rôle actif dans la vie politique et sociale de l'île, qui est devenue une société multiethnique¹. D'après la base internationale de données du Bureau de recensement des États-Unis, la population de Guam pour 2008 était évaluée à 178 980, augmentation très sensible par rapport aux 173 456 de 2007. On pense qu'avec le renforcement militaire prochain (voir les paragraphes 15 et 16 ci-dessous), la population de Guam continuera à croître, essentiellement par l'immigration, pour atteindre environ 231 000 en 2015, soit un taux de croissance de 24 % par rapport à 2008². Les résultats du recensement de 2000 faisaient apparaître la composition ethnique de la population comme se situant à 37,1 % chamorro, 26,3 % philippine, 11,3 % autres insulaires du Pacifique, 6,9 % blanche, 6,3 % autres Asiens, 2,3 % autres origines ethniques et 9,8 % d'origines diverses. L'anglais et le chamorro sont les langues officielles, La majorité de la population est catholique (85 %), d'autres confessions chrétiennes étant également représentées³.

II. Questions constitutionnelles, juridiques et politiques

3. Guam a été administré par le Département de la marine des États-Unis jusqu'en 1950, année où le Congrès des États-Unis a voté la Loi organique de Guam portant établissement d'institutions d'administration locale et faisant de Guam un Territoire organisé. Depuis lors, le Territoire est administré par le Département de l'intérieur. Est un Territoire non doté de la personnalité juridique du fait que toutes les dispositions de la Constitution des États-Unis ne sont pas applicables à l'île. D'après le droit des États-Unis, Guam, en tant que Territoire non doté de la personnalité juridique, est une possession des États-Unis mais ne fait pas partie des États-Unis.

Note : L'information contenue dans le présent document provient de sources publiées, notamment de celles du Gouvernement du Territoire, et d'informations transmises au Secrétaire général par la Puissance administrante en vertu de l'article 73 e de la Charte des Nations Unies.

¹ www.doi.gov.oia.

² *Pacific Sunday News*, 14 septembre 2008

³ Central Intelligence Agency, *The World Factbook*, Guam (voir www.cia.gov).

4. Guam a un Gouvernement élu localement qui comprend des branches – exécutif, législatif et judiciaire – distinctes. Le suffrage universel en ce qui concerne les élections locales s'applique aux résidents de Guam de 18 ans et plus. Ils sont citoyens des États-Unis, mais ils ne peuvent pas voter lors des élections présidentielles des États-Unis tant qu'ils résident dans le Territoire. La population de Guam élit un Gouverneur pour un mandat de quatre ans. L'actuel Gouverneur, Félix P. Camacho, est entré en fonctions en janvier 2003 et a été réélu en 2006. Le Gouverneur dirige l'exécutif et présente un rapport annuel au Ministère de l'intérieur des États-Unis pour transmission au Congrès. Le Gouverneur peut faire paraître des décrets et édicter des règlements, recommander des projets de loi à l'Assemblée législative, faire connaître ses vues à cette instance et exercer un droit de veto.

5. La population élit aussi 15 sénateurs qui servent pour un mandat de deux ans au sein d'une Assemblée législative unicamérale. L'actuel législative peut passer outre au veto du Gouverneur. En vertu de la loi organique de 1950, le Congrès des États-Unis se réserve le droit d'annuler toute loi votée par l'Assemblée législative de Guam. Guam a deux principaux partis politiques, le Parti républicain et le Parti démocrate, chapitres locaux des deux principaux partis politiques des États-Unis. Aux élections législatives du 6 novembre 2008, les Démocrates ont obtenu 10 sièges, contre cinq pour les Républicains⁴.

6. Depuis 1972, Guam a un délégué à la Chambre des Représentants des États-Unis. Le délégué, qui sert pour un mandat de deux ans, peut voter en commission et, depuis janvier 2007, pour des propositions d'amendement, mais non pour l'approbation finale des projets de loi⁵. Aux élections de novembre 2008, Madeleine Bordallo, démocrate, s'est présentée sans opposition et a prêté serment le 7 janvier 2009 pour son quatrième mandat comme déléguée de Guam au Congrès⁶.

7. Le système judiciaire de Guam comprend des composantes fédérales et locales. Le système judiciaire local est formé d'un Tribunal supérieur et d'une Cour suprême dirigés par des juges nommés par le Gouverneur et confirmés par l'Assemblée législative. Les juges locaux doivent être confirmés par les électeurs tous les six ans. Au niveau fédéral, un juge de tribunal de district, nommé par le Président des États-Unis, est le chef du Tribunal de district des États-Unis pour Guam. En 1998, le Congrès a adopté un amendement à la loi organique de Guam autorisant l'Assemblée législative de Guam à élire son propre Ministre de la justice pour un mandat de quatre ans. La Ministre de la justice, Alicia G. Limtiaco, qui est entrée en fonctions en 2007, est la personnalité juridique la plus haut placée du Gouvernement de Guam et la première femme à exercer ces fonctions. Le Cabinet de la Ministre de la justice assure des services juridiques au Gouvernement de Guam et est doté des attributions du ministère public.

8. Un amendement à la loi organique, portant établissement du judiciaire de Guam comme branche indépendante du Gouvernement, est devenu loi en 2004⁷. La loi confirmait aussi la juridiction d'appel et le pouvoir administratif de la Cour

⁴ <http://guam.mvarietynews.com>, 6 novembre 2008.

⁵ *The New York Times*, 25 janvier 2007.

⁶ www.guampdn.com, 8 janvier 2009.

⁷ Information transmise au Secrétaire général par le Gouvernement des États-Unis en vertu de l'article 73 e de la Charte des Nations Unies en février 2006.

suprême de Guam sur tous les tribunaux inférieurs du Territoire, établissant ainsi dans les faits un judiciaire local unifié.

9. Il y a eu périodiquement à Guam des vellétés de changement de statut politique de l'île. Dans un referendum de 1976, la population de Guam avait décidé de garder des liens étroits avec les États-Unis, mais aussi d'engager des négociations pour améliorer le statut du Territoire. En 1979, la population de Guam avait massivement rejeté un projet de constitution, principalement pour la raison que la question du statut politique devait être résolue avant de pouvoir rédiger une constitution digne de ce nom. Un autre referendum eut lieu en 1982, 73 % des votants optant pour le maintien du statut de Commonwealth avec les États-Unis.

10. La Commission d'autodétermination, établie en 1984, a mis, en 1986, la dernière main à un projet d'accord de Commonwealth qui, après une campagne d'éducation du public, a été soumis à un vote article par article le 8 août 1987 (voir A/AC.109/1192, par. 19-37). Les votants approuvèrent les propositions de fond, mais rejetèrent les articles habilitant le Gouvernement de Guam à restreindre l'immigration et à accorder au peuple autochtone des Chamorros le droit de déterminer le futur statut politique du Territoire. Lors d'un autre referendum qui a eu lieu en novembre 1987, l'une et l'autre de ces dispositions demeurées pendantes ont été approuvées après avoir été modifiées et réécrites. On trouvera dans le document de travail de 2001 un résumé des principaux points soulevés dans le projet de loi de Commonwealth (A/AC.109/2001/4).

11. Toutefois, les discussions ultérieures qui ont eu lieu de 1989 à 1997 entre la Commission et le Gouvernement des États-Unis sur l'accord de Commonwealth n'ont pas abouti à une solution (voir A/AC. 109/2000/6, par. 19-22, A/AC 109/1192, par. 19-37 et A/AC 109/2018, par. 74-83). En 1997, la loi publique 23-147 de Guam portait établissement d'une Commission de la décolonisation pour l'application et l'exercice de l'autodétermination du peuple chamorro, question importante mais controversée au sein de la population chamorro. Cette Commission, de concert avec un processus d'enregistrement des votants admis à voter organisé par la Commission des élections de Guam, devait superviser l'organisation d'un vote sur les préférences du peuple chamorro en matière de statut, soit indépendance, soit intégration, soit libre association, conformément aux normes internationales. D'après des informations communiquées par la Puissance administrante, l'Assemblée législative a ouvert à la Commission un crédit de 181 321 dollars au titre des salaires et indemnités pour 2009⁸.

12. En 2000, l'Assemblée législative de Guam a doté la Commission des élections de Guam du pouvoir de fixer la date du plébiscite de décolonisation, qui devait demander aux peuples autochtones du Territoire de choisir entre le statut d'État, l'indépendance ou la libre association avec les États-Unis. Le plébiscite n'aurait pas eu force obligatoire mais aurait établi le cours de toute future négociation avec la Puissance administrante concernant le statut politique de l'île. Le vote, qui devait avoir lieu le 2 novembre 2004, a été reporté à plus tard parce que des votants en droit de voter n'avaient pas été identifiés et enregistrés⁹. Note 9 À ce jour, les choses en sont restées là.

⁸ Information communiquée par la Puissance administrante le 20 février 2009.

⁹ On trouvera des précisions dans le document de travail de 2007 (A/AC.109/2007/16, par. 12-16)

13. Durant une réunion de la Commission politique spéciale et de la décolonisation (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale le 7 octobre 2008, quatre pétitionnaires de Guam se sont dits préoccupés par le projet d'expansion militaire des États-Unis dans l'île. D'après les pétitionnaires, cette « hyper-militarisation » avait de graves incidences sur le droit à l'autodétermination parce que, notamment, cela provoquerait une arrivée massive de personnels militaires et de leurs personnes à charge, lesquels auraient le droit de voter lors d'élections territoriales¹⁰.

III. Questions militaires

14. Guam a été administré par la marine des États-Unis jusqu'en 1950 et d'importantes installations navales et aériennes des États-Unis y demeurent implantées. Stockage de réserves de pétrole, magasinage de munitions, nombreux équipements de communication et autres industries de services de nature à répondre aux besoins des militaires forment la base de l'infrastructure militaire de Guam. Il y a actuellement environ 14 000 personnes liées à la présence militaire des États-Unis qui vivent à Guam¹¹. Note 11 Il y a quatre sous-marins stationnés dans le port d'Apra, le dernier, l'USS Ohio, étant arrivé avec un équipage de plus de 150 personnes¹².

15. 'A la suite d'une décision prise par le Gouvernement des États-Unis en 2005 de réaligner les moyens d'action de la marine des États-Unis dans le Pacifique, il est prévu de transférer d'Okinawa (Japon) à Guam d'ici 2014 environ 8 000 militaires des États-Unis et environ 9 000 membres de leurs familles. Un investissement de 14 milliards de dollars est prévu à cette fin. Le Japon a prévu 6 milliards de dollars pour le réalignement des troupes et les États-Unis 4 milliards de dollars, plus quatre autres milliards pour des projets d'infrastructure dans le Territoire à la base navale de Guam et à la base aérienne d'Anderson¹³. Le 17 février 2009, durant la première visite de la Secrétaire d'État Hillary Clinton au Japon, l'accord sur le mouvement du corps d'armée navale a été signé¹⁴.

16. Durant le Forum de mars 2008 sur l'industrie de Guam, David Bice, le chef du Joint Guam Program Office, unité militaire des États-Unis chargée du renforcement des forces à Guam, dit que l'on s'apprêtait à lancer en 2010 la construction à plein régime d'équipements d'infrastructure liés au renforcement. M. Bice a dit que l'ensemble du projet allait faire venir à Guam près de 19 000 militaires et près de 20 000 membres de leurs familles. La réinstallation, depuis Okinawa, des 8 000 « marines » et de leurs personnes à charge en serait une composante essentielle¹⁵.

17. Bien que les locaux accueillent généralement avec faveur le renforcement de l'appareil militaire venant après les ralentissements économiques des années 90 et des premières années 2000, on considère que l'un des problèmes possibles réside

¹⁰ Réunion de la Quatrième Commission, 7 octobre 2008 ; voir le communiqué de presse sur www.un.org/News/Press/docs/2008/gaspd397.doc.htm.

¹¹ Inter Press Service, 21 juillet 2008.

¹² *Marianas Business Journal*, 8 janvier 2008.

¹³ Certains des projets sont énumérés au paragraphe 42 ci-dessous

¹⁴ www.guampdn.com, 18 février 2009.

¹⁵ Japan Economic Newswire, 6 mars 2008.

dans le contraste entre la vie sur les bases militaires et au-dehors¹⁶. En avril 2008, le Gouverneur a déclaré que le renforcement de l'appareil militaire devait être un effort commun qui aurait des avantages tant pour les civils que pour les militaires¹⁷.

18. D'après des analyses d'experts, l'opposition à l'expansion militaire est due principalement aux préoccupations qu'elle suscite concernant l'impact socioculturel sur Guam. Les inconvénients de la relance économique et de l'accroissement d'activités attendus du renforcement comprennent aussi une augmentation de l'inflation, davantage d'encombrement et une plus grande pression sur une infrastructure vieillie, à quoi viennent s'ajouter les préoccupations suscitées par l'environnement¹⁶.

19. 'A cet égard, l'ancien Sénateur de Guam Hope Cristobal a, dans une déclaration, demandé une étude cumulative de l'utilisation militaire passée du remblaiement de Guam, notant qu'il restait encore sur Guam plus de 80 décharges contaminées à faire nettoyer par les militaires, bien que figurant depuis des années sur les listes de nettoyage de l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement. En outre, les quatre pétitionnaires de Guam qui ont pris la parole devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale le 7 octobre 2008 se sont dits préoccupés par les projets d'expansion militaire des États-Unis sur le Territoire, dont ils ont dit qu'ils dévasteraient la santé environnementale, sociale, physique et culturelle de Guam¹⁰.

20. Dans son allocution de janvier 2009 sur l'état du Territoire, le Gouverneur a annoncé que le Department of Works a obtenu du Département de la défense des États-Unis 3,8 millions de dollars pour une étude d'impact environnemental.

21. Durant le séminaire du Comité spécial sur la région Pacifique tenu à Bandung, Indonésie, en mai 2008, l'ancien Sénateur Cristobal a déclaré qu'une étude d'impact environnemental qui aurait du sens et quelque utilité devrait couvrir tous les effets de la présence militaire passée, présente et future concernant les déchets toxiques et la contamination occasionnés par la présence militaire¹⁸.

22. Beaucoup d'habitants de Guam en sont encore à chercher des réponses aux activités militaires passées sur l'île. Une Commission dite « Pour le droit de savoir » a été mise sur pied en 2006. L'une des questions que la Commission étudie concerne la contamination toxique de l'environnement, peut-être causée par des produits chimiques stockés et laissés sur Guam par les militaires¹⁹. Le 6 août 2008, le Sénateur de Guam Benjamin J.F. Cruz a présenté le projet de loi 349 afin d'étudier l'installation éventuelle d'un dispositif de contrôle de la radioactivité à l'entrée ou aux abords de l'entrée du port d'Apra²⁰.

23. Le 8 janvier 2009, le délégué de Guam à la Chambre des Représentants des États-Unis a soumis un projet de loi de 126 millions de dollars pour indemniser les résidents de Guam ou leurs survivants ayant souffert durant l'occupation japonaise de l'île pendant la seconde guerre mondiale. Des revendications pour dommages de guerre ont été présentées plusieurs fois depuis les années 80 par les précédents

¹⁶ First Hawaiian Bank, [www.fnb.com/pdf/EconForecast Guam.08.pdf](http://www.fnb.com/pdf/EconForecast%20Guam.08.pdf).

¹⁷ Allocution sur l'état de l'île, 14 avril 2008.

¹⁸ On trouvera l'ensemble de la déclaration sur [www.un.org/Dpts/dpi/decolonization/regional seminars statements 08/hope%20Alvarez%20Cristobal.pdf](http://www.un.org/Dpts/dpi/decolonization/regional_seminars_statements_08/hope%20Alvarez%20Cristobal.pdf).

¹⁹ www.kuam.com, 27 février 2007.

²⁰ *Pacific Islands Report*, 7 août 2008.

délégués de Guam sans résultats. Le projet de loi, qui est soutenu par le Président Barak Obama, a été adopté par la Chambre des Représentants le 24 janvier 2009. Il doit être approuvé par le Sénat des États-Unis avant d'être soumis au Président²¹.

IV. Questions agraires

24. Comme on l'a dit dans de précédents documents de travail, la question de l'utilisation et de la propriété de la terre est un grand et constant sujet de préoccupation à Guam. La question est double : a) le retour de terres inutilisées ou sous-utilisées détenues par le Département de la défense des États-Unis; b) la restitution de ces terres à leurs propriétaires chamorro d'origine. En 1994, le Congrès des États-Unis a adopté la loi publique 103-339 dite Guam Excess Land Act visant à rendre 12,9 kilomètres de terres au peuple de Guam. On ne dispose pas de nouvelles informations concernant l'impact que le renforcement de l'appareil militaire pourrait avoir sur l'application de cette loi. Les données les plus récentes disponibles indiquent qu'en 2005, un total de 180 parcelles de terre avait été restitué au bénéfice de 2 000 familles, soit 7 parcelles de plus que l'année précédente (voir A/AC.109/2006/8).

V. Budget

25. L'année budgétaire de Guam va du 1^{er} octobre au 30 septembre. Le budget de Guam comprend les recettes perçues par le Gouvernement de Guam et les subventions fédérales, ces dernières étant généralement allouées à des secteurs particuliers par l'intermédiaire du Département de l'intérieur sur une base ad hoc. Le Gouverneur peut opposer son veto à un projet de loi budgétaire, après quoi le projet de loi est renvoyé devant l'Assemblée législative, laquelle peut, soit passer outre au veto du Gouverneur par une majorité spéciale, soit revoir le projet de loi.

26. Le 30 septembre 2008, le Gouverneur en activité Cruz a promulgué le projet de budget en loi, indiquant qu'il le faisait sous réserve en raison du peu de temps disponible pour examiner la proposition finale et de l'inclusion d'une disposition tendant à lever des montants monétaires en offrant une obligation générale de 246 millions de dollars dans des conditions jugées défavorables par l'Administration²².

27. L'Assemblée générale de Guam avait adopté le même jour un niveau projeté de recettes de près de 521 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2009 comme base du budget,²³ soit une augmentation de 6 % par rapport aux 489,9 millions de recettes projetées pour 2008. Le budget prévu pour l'exercice budgétaire 2009 comprenait près de 190 millions de dollars pour les écoles publiques de Guam, 33,5 millions pour l'Université de Guam et près de 15 millions pour le Community College de Guam. Environ 71 millions de dollars avaient été prévus pour le secteur de la santé publique et 29 millions pour les travaux publics.

²¹ www.guampdn.com, 25 février 2009

²² www.Pacificnewscenter.com. 30 septembre 2008.

²³ Loi budgétaire de Guam pour l'exercice budgétaire 2009, <http://bbmr.guam.gov>.

Pour le Corps des pompiers, près de 27 millions de dollars et, pour le Département de la police, 25 millions de dollars avaient été alloués²⁴.

28. Toutefois, d'après le Président de la Commission de finance de l'Assemblée législative, les avances et les engagements de dépenses voudraient dire que les administrations de l'État ne pourraient dépenser que 489 millions de dollars sur les 520 millions de recettes attendues²⁵.

29. D'après une information communiquée par la Puissance administrante, le plan financier du Gouvernement de Guam pour l'exercice budgétaire 2010 prévoit une augmentation de recettes de 2 % par rapport à l'exercice budgétaire 2009. Les recettes brutes devraient atteindre 533 millions de dollars, dont 522 millions iraient à des opérations du Gouvernement et 10,7 millions (2 %) à la réduction du déficit. L'éducation recevrait 219 millions de dollars (42 %), la santé 96 millions (18 %) et la sécurité publique 70 millions (14 %)²⁶.

30. On projette 108 millions de dollars de ressources de fonds spécial, soit le même niveau que pour 2009. Les subventions fédérales de contre partie se situent à 37,7 millions de dollars, en augmentation par rapport aux 34,1 millions de 2009, augmentation principalement attribuée à divers programmes de protection sociale du Département de la santé publique et des services sociaux, y compris bons alimentaires, assistance publique et medicaid²⁶.

31. Comme on l'a déjà dit (A/AC.109/2008/15, par. 69), le 14 décembre 2007, le Premier Président du tribunal de district de Guam a fait paraître une ordonnance exigeant la fermeture immédiate de la décharge d'Ordot de Guam, considérée comme posant de graves dangers pour la santé des habitants des villages voisins. Plus tard ce même mois, le Gouverneur a instamment demandé au tribunal d'envisager de demander l'aide du gouvernement fédéral pour fermer cette installation, qui avait été une décharge militaire des États-Unis dans les années 60.

32. Le 13 février 2009, le Premier Président a ordonné au Gouvernement de commencer à payer 1 million de dollars par semaine sur les 159 millions de dollars qu'allaient coûter la fermeture de la décharge et son évacuation. Le Gouvernement du Territoire n'a pas fait le premier paiement, qui était dû le 1^{er} mars 2009, faisant valoir que les paiements étaient directement contraires à la loi publique 30-1, entrée en vigueur le 26 février 2009, qui disait que de tels paiements étaient illégaux sauf approbation législative préalable²⁷. Le Gouvernement du Territoire faisait valoir par ailleurs que la loi prévoyait plusieurs options pour financer la fermeture et le remplacement de la décharge d'Ordot. Le Gouvernement du Territoire attend actuellement une réponse du Premier Président à un dossier qu'il a présenté le 10 mars 2009 tendant à revenir sur le jugement²⁸.

²⁴ www.guam.com, 2 mars 2009.

²⁵ *Pacific Islands Report*, 8 septembre 2008.

²⁶ Information communiquée par la Puissance administrante le 20 février 2009.

²⁷ www.guampdn.com, 12 mars 2009.

²⁸ www.guampdn.com, 2 mars 2009.

I. Économie

A. Généralités

33. Le produit intérieur brut de Guam au milieu de l'année 2008 était évalué à 3,7 milliards de dollars²⁹. L'économie de Guam a deux principaux piliers, le tourisme et la présence militaire.

34. Le tourisme a été le principal moteur de l'économie de l'île pendant les trois dernières décennies, mais le Gouvernement de Guam et les leaders du secteur privé se sont employés à créer un environnement porteur pour le développement d'autres branches d'activités telles que les services financiers, les télécommunications et le transport³⁰.

35. Les données les plus récentes fournies par la Guam Economic Development and Commerce Autorisé montrent qu'après le tourisme l'économie est tributaire à 30 % de la présence militaire et à 5 à 10 % environ d'autres branches d'activités.³¹ Ces chiffres paraissent toutefois devoir changer par suite de la prochaine expansion militaire et la présence militaire sera la plus importante source de croissance économique à l'avenir. L'expansion militaire devrait apporter à l'économie de Guam 1 milliard et demi de dollars par an une fois le processus engagé²⁹.

36. Comparé avec d'autres endroits où du personnel militaire des États-Unis est stationné, Guam jouit d'un avantage fiscal en ce sens que la législation fédérale exige que tous les résidents de l'île, y compris le personnel militaire, paient un impôt sur le revenu au Fonds général de Guam et non au Gouvernement fédéral²⁹.

37. Le secteur de la construction est un autre important contributeur à l'économie. Il enregistre déjà une croissance accrue et une croissance rapide est attendue quand commencera l'expansion militaire attendue. Les secteurs de l'agriculture et de la pêche sont relativement développés; on cultive des légumes, des agrumes et des fruits tropicaux et l'élevage, surtout l'aviculture, est pratiqué. Les produits manufacturés comprennent les textiles et l'habillement, le ciment et le plastique³².

38. Guam est un port en franchise de droits et un important point de distribution pour des marchandises destinées à la Micronésie. Les réexportations constituent une forte proportion des exportations de Guam, qui comprennent les produits pétroliers, le fer et l'acier, les automobiles et le tabac et les cigares, entre autres³³. Les données les plus récentes fournies par le Guam Bureau of Statistics and Plans montrent qu'entre juillet et décembre 2008, le plus gros acheteur des marchandises d'exportation de Guam était le Japon (23,41 %), suivi par l'Allemagne (19,59 %) et la Région administrative spéciale de Chine Hong Kong (16,91 %). En juin 2008, les principaux partenaires pour les importations de Guam étaient les États-Unis (57,17 %), l'Italie (7,27 %) et la France (7,21 %)³⁴.

²⁹ First Hawaiian Bank

³⁰ Guam Economic Development and Commerce Authority, 17 mars 2009, www.investguam.com.

³¹ *Pacific Daily News*, 31 mars 2005, www.guampdn.com.

³² <http://encorta.msn.com>, Guam.

³³ Central Intelligence Agency, *the World Factbook*, Guam (voir www.cia.gov).

³⁴ Guam Bureau of Statistics and Plans, décembre 2008.

B. Tourisme

39. D'après la Puissance administrante, le tourisme demeure le secteur le plus important de l'économie de Guam, générant environ 60 % des recettes du Territoire. Comme on l'a déjà dit, les statistiques les plus récentes dont on dispose pour 2006 montrent qu'environ 20 000 emplois de l'île (à peu près 35 % de l'emploi total) sont liés au tourisme³⁵.

40. Le Guam Visitors Bureau a indiqué que le total des arrivées par air a baissé de 7 % entre 2008 et 2009. Au cours de la même période, les arrivées de touristes japonais, le groupe de touristes le plus important pour Guam, a baissé de 9 %, revenant de 931 079 à 846 599, les arrivées de touristes coréens perdant environ 10 %, tombant de 122 747 à 110 234³⁶. En vue d'accroître le nombre d'arrivées en 2009, le Guam Visitors Bureau lance de nouvelles campagnes, des promotions et des stratégies commerciales⁶.

41. En 2008, la compagnie aérienne Continental Micronesia a réalisé quatre vols charter entre Guam et la Chine. En juin 2008, la compagnie a annoncé qu'elle mettait fin aux vols non-stop vers Guam au départ de Hong Kong, région administrative spéciale de la Chine, et de Bali, les tarifs aériens ne pouvant pas couvrir l'augmentation des coûts du carburant.

C. Construction et infrastructure

42. Comme on l'a dit plus haut, l'une des plus importantes industries de Guam est la construction. Le 15 octobre 2008, le Président des États-Unis a signé le Defence Authorization Bill pour l'exercice budgétaire 2009, qui prévoyait 180 millions de dollars pour des projets de construction militaire sur l'île. Ces projets comprennent 62,4 millions de dollars pour la construction de quartiers militaires sur la base navale de Guam, 50 millions de dollars pour l'achèvement de l'extension de Kilo Wharf, 30 millions pour la construction d'une nouvelle centrale de services à l'hôpital naval, 26,1 millions de dollars pour améliorer le système de collecte d'eaux usées à la base navale de Guam, 5,4 millions de dollars pour le réaligement d'Arc Light Boulevard sur la base aérienne d'Andersen et 5,2 millions de dollars pour la construction d'une installation d'entretien des communications officielles à la base aérienne d'Andersen,³⁷ Les projets amélioreront la mise en place d'une infrastructure d'importance capitale pour le renforcement de l'appareil militaire.

43. Le moratoire actuel sur l'évolution des nouvelles constructions a été vu comme nuisant à la réputation de Guam en ce qui concerne les investissements étrangers. D'après une des grandes sociétés immobilières de Guam, le marché coréen était l'une des plus importantes sources de fonds d'investissement étranger en 2007, avec des investissements d'environ 1,2 milliard de dollars. Ce chiffre est descendu autour de 600 millions de dollars en 2008, chute imputable pour une large part au ralentissement de l'économie mondiale³⁸.

³⁵ First Hawaiian Bank, www.fnb.com/pdf/Econ_Forecast_Guam_06.pdf, p.3; Guam Visitors Bureau, Five-Year Strategic Plan, 2007-2017, pg.iv.

³⁶ www.guampdn.com, 3 février 2009.

³⁷ www.kuam.com, 15 octobre 2008.

³⁸ *Pacific Islands Report*, 13 novembre 2008.

D. Transport et communications

44. En 2008, l'infrastructure des transports de Guam comprenait cinq aéroports; environ 1 000 kilomètres de routes, presque toutes revêtues, et un port. L'aéroport international de Guam est le plus moderne du Pacifique ouest.

45. L'Administration portuaire de Guam, qui est une société publique et un organisme autonome du Gouvernement de Guam, administre les installations commerciales du port d'Apra. Elle est le point d'entrée pour 95 % de toutes les marchandises qui entrent dans Guam et sert de centre de transbordement pour la Micronésie. Trois nouvelles grues à portique ont été installées et devraient devenir opérationnelles en avril 2009, les volumes de marchandises devant bondir avec les projets de construction liés à la présence militaire³⁹. En mai 2008, le Gouverneur a signé un mémorandum d'accord consolidant un partenariat entre l'Administration portuaire de Guam et le Département fédéral de l'administration maritime du transport. Cet accord prépare la voie à l'attribution de ressources accrues pour améliorer et agrandir les installations portuaires. Des progrès ont été faits concernant l'établissement d'un plan-cadre pour la modernisation du port prévoyant l'utilisation de 195 millions de dollars pour l'aménagement de postes de mouillage plus profonds, une expansion des terminaux et des emplacements de stockage⁴⁰.

46. Le 3 septembre 2008, des organismes fédéraux relevant du Département du transport des États-Unis ont engagé 25 millions de dollars pour la mise en place d'un système plus efficace de transport de masse afin de faire face à la forte augmentation projetée pour la population de Guam. En outre, dans le cadre de l'accord passé entre les États-Unis et le Japon le 17 février 2009, la Secrétaire d'État Clinton a confirmé le financement d'un montant de 1 milliard de dollars pour un projet de route reliant les installations militaires des États-Unis du nord et du sud de l'île. Le financement de la route vient s'ajouter à ce que les États-Unis paieront pour la réinstallation des « marines » d'Okinawa⁴¹.

47. En octobre 2008, l'Administration de l'aéroport international de Guam a reçu 300 000 dollars du Department of the Interior's Office of Insular Affairs des États-Unis. Cette subvention prévoit des financements pour organiser une formation en profondeur destinée à renforcer les opérations et méthodes de travail de l'aéroport et de l'aviation pour assurer la sécurité des opérations durant les urgences⁴².

48. En novembre 2008, le Gouverneur Camacho a annoncé qu'il chercherait à conclure un mémorandum d'accord avec les membres du Sommet des Présidents directeurs micronésiens pour l'expansion de l'Administration portuaire de Guam, qui, comme on l'a déjà dit, sert de centre de transbordement pour la Micronésie. Le plan de modernisation du port prévoit 195 millions de dollars d'améliorations des installations portuaires pour accueillir les importations et les exportations de marchandises au plus fort du programme de renforcement de l'économie de Guam et pour soutenir la croissance économique dans les années à venir. Des sources de

³⁹ *Pacific Islands Report*, 11 février 2008.

⁴⁰ *Pacific Islands Report*, 10 juin 2008.

⁴¹ www.guampdn.com, 23 février 2009

⁴² www.guamgovernor.net, 13 octobre 2008.

financement ont été trouvées pour 10 % des dépenses prévues, soit 19,5 millions de dollars⁴³.

49. Guam continue à servir de plaque tournante des télécommunications pour la rive Asie-Pacifique. Guam a un système moderne de téléphonie digitale, y compris un service de téléphone cellulaire et un accès local à Internet. Le système est intégré avec les installations des États-Unis pour communication directe, et il permet un usage gratuit des numéros « 800 ».

E. Système d’approvisionnement en eau, assainissement et services de distribution

50. Environ 74 % de l’alimentation de l’île en eau est assuré par la Guam Waterworks Authority. Les sources d’approvisionnement en eau du Gouvernement consistent en eaux souterraines et en eaux de surface (la rivière Ugum). Le reste est produit par les installations des bases aériennes et navales de Guam. La source d’eau de la marine est un réservoir de surface (lac Fena) dans le sud de l’île.

51. Un moratoire de développement a été institué par la Waterworks Authority en juillet 2008, quand elle a cessé d’autoriser la mise en place de nouvelles connections pour l’eau ou les eaux usées afin de permettre à un système surexploité de rattraper les nouvelles évolutions. Le moratoire sera levé le 1^{er} avril 2009⁴⁴.

52. En novembre 2008, la Consolidated Commission on Utilities a approuvé un plan financier pour la Guam Waterworks Authority qui augmentera les tarifs d’environ 33 % au cours des cinq années à venir. Les augmentations comprennent une augmentation de 12,9 % déjà proposée pour 2009, sous réserve de l’approbation de la Public Utilities Commission. Une autre augmentation de 20 % est prévue pour les quatre années restantes⁴⁵.

53. En février 2007, la Consolidated Commission on Utilities a approuvé un plan-cadre de la Guam Waterworks Authority. Le plan prévoit 900 millions de dollars pour des projets qui devront être réalisés au cours des deux prochaines décennies. Le plan a été mis au point pour contribuer à améliorer le service d’approvisionnement en eau et d’évacuation des eaux usées de Guam. Conformément à ces objectifs, la Waterworks Authority a réalisé trois projets pour réduire d’au moins 25 % chaque année la quantité d’eau qu’elle achète à la marine⁴⁶. En juillet 2008, l’« Environmental Protection Agency des États-Unis a infligé à la Guam Waterworks Authority une amende de 9000 dollars pour faillir à respecter pleinement une ordonnance judiciaire de 2003 tendant à apporter des améliorations à son système d’eau de boisson⁴⁷.

54. On trouvera une information actualisée sur la décharge Ordot de Guam en se reportant aux paragraphes 31 et 32 ci-dessous.

⁴³ www.guamgovernor.net, 21 novembre 2008.

⁴⁴ www.guampda.com, 12 mars 2009.

⁴⁵ *Pacific Islands Report*, 13 novembre 2008.

⁴⁶ <http://www.kuam.com>, 26 septembre 2007

⁴⁷ <http://yosemite.epa.gov/opa/admpress.nsf>.

F. Agriculture et pêche

55. Le Département de l'Agriculture de Guam est chargé de mettre en valeur et de protéger l'agriculture et les ressources naturelles du Territoire. Le Département se compose de divisions concernant l'industrie animale et végétale, le développement de l'agriculture, la sylviculture et les ressources pédologiques et aquatiques ainsi que les ressources de la faune et de la flore⁴⁸.

56. En juillet 2008, la Farmers Cooperative Association a été choisi pour recevoir 175 000 dollars de financement fédéral pour assurer une formation et fournir une assistance technique à ses membres en matière de pratiques culturelles et de gestion des équipements⁴⁹.

57. En novembre 2008, le Gouverneur a opposé son veto à un projet de loi prévoyant la mise sur pied d'une nouvelle « Indigenous Native Resources Task Force » pour travailler à l'établissement de règles donnant aux Chamorros des droits spéciaux à la pêche et à l'exploitation des ressources offshore. Dans son message annonçant le veto, le Gouverneur a dit que la législation laissait trop de questions sans réponses et pourrait causer de graves dommages aux ressources mêmes auxquelles la culture chamorro était si intimement liée⁵⁰. Un représentant de l'organisation Native Rights a dit que le veto n'était pas justifié et qu'il était insensible aux droits et préoccupations du peuple chamorro⁵¹.

58. Pour la désignation du Monument marin des Mariannes, voir la section VII ci-dessous.

VII. Conditions sociales

A. Travail

59. Le Department of Labour, Bureau of Labour Statistics de Guam a annoncé que le taux de chômage pour septembre 2007 se situait à 8,3 %, soit une augmentation de 0,9 point de pourcentage par rapport aux 7,4 % indiqués pour septembre 2006⁵². note 52 Le 7 mars 2009, le Département du travail des États-Unis a annoncé que Guam recevrait 3,7 millions de dollars pour des programmes d'emploi et de formation au titre de la loi de 2009 dite American Recovery and Reinvestment Act. Ce montant sera utilisé, notamment, pour répondre aux besoins immédiats d'emploi des travailleurs à faible revenu peu qualifiés⁵³.

60. 'après des données fournies par le Bureau, les changements notables qui ont eu lieu durant 2008 comprenaient une augmentation de 840 emplois dans le secteur du bâtiment et de 270 emplois dans l'industrie hôtelière et la perte de 510 emplois dans

⁴⁸ www.agriculture.guam.gov.

⁴⁹ www.rurdev.usda.gov.

⁵⁰ www.guamgovernor.net, 26 novembre 2008.

⁵¹ www.kuam.com, 1er décembre 2008.

⁵² www.guamdol.net.

⁵³ www.guampdn.com, 8 mars 2009.

le commerce de détail et le commerce⁵⁴. Le nombre d'emplois dans le secteur public est passé de 15 030 en décembre 2007 à 15 110 en décembre 2008⁵⁵.

61. Au cours de la période de cinq ans qui va de 2002 à 2007, l'emploi dans le secteur privé a augmenté de 14,7 %, passant de 39 520 à 45 320.

62. En juillet 2008, le Gouverneur a annoncé que des dispenses spéciales accordées aux personnes qui ne sont pas citoyens des États-Unis supprimerait la nécessité d'obtenir un visa pour travailler dans le Territoire dans le cadre du renforcement de l'appareil militaire⁵⁶. Le Department of the Interior, Office for Insular Affairs, des États-Unis travaille à l'établissement de programmes de formation et d'apprentissage pour les travailleurs de la région de Guam remplissant les conditions requises. Il faut environ 12 000 travailleurs étrangers et quelque 5 000 résidents pour le renforcement de l'appareil militaire, qui devrait se faire entre 2010 et 2014⁵⁷.

B. Éducation

63. Guam a un vaste système public et privé d'éducation. Le système public comprend l'Université de Guam, le Community College de Guam, 4 écoles secondaires, 7 écoles de niveau intermédiaire, 26 écoles élémentaires et une école alternative, pour un total de 31 000 élèves et étudiants. Le 21 août 2008, trois nouvelles publiques se sont ouvertes dans le nord de Guam⁵⁸. Il y a environ 25 écoles privées à Guam, dont 2 écoles de commerce, 5 écoles secondaires et un certain nombre d'écoles élémentaires, pour la plupart affiliées à des confessions catholiques et protestantes⁵⁹.

64. Au cours de l'exercice budgétaire 2009, le système des écoles publiques de Guam s'est vu attribuer près de 190 millions de dollars fournis par divers fonds, dont le Guam General Fund et l'Education Facilities Fund, ainsi que quelques subventions fédérales de contrepartie. Un crédit de quelque 33 millions de dollars a été ouvert pour l'université de Guam⁶⁰. En outre, les écoles publiques de Guam vont probablement recevoir plus de 10,9 millions de dollars au titre du plan de relance économique des États-Unis, qui a fait l'objet d'une loi le 17 février 2009. Par ailleurs, cette loi prévoit une augmentation des concours financiers accordés aux étudiants de Guam, d'une estimation préliminaire de 14,6 millions de dollars en subventions fédérales Pell⁶¹. Les subventions Pell sont des subventions du Département de l'éducation des États-Unis qui n'ont pas à être remboursées et qui sont attribuées en fonction des besoins financiers de chacun.

65. En juin 2008, le Président de l'université de Guam a annoncé qu'il cherchait à envisager la manière de tirer profit de l'augmentation de population consécutive au renforcement de l'appareil militaire. Il a demandé une aide aux « initiatives de croissance de l'institution représentant près de 5 millions de dollars sur les

⁵⁴ Guam Department of Labour, 3 février 2009.

⁵⁵ Guam Department of Labour, 3 février 2009; www.guampdn.com, 4 février 2009.

⁵⁶ *Pacific Islands Report*, 31 juillet 2008.

⁵⁷ *Pacific Islands Report*, 6 août 2008.

⁵⁸ *Pacific Daily News*, 21 août 2008.

⁵⁹ www.guampcs.com.

⁶⁰ www.bbmr.guam.gov, 30 septembre 2008

⁶¹ www.guampds.com, 7 mars 2009.

34,2 millions que l'université a demandés à la mi-juin 2008, associant les programmes existants et de nouveaux programmes pour répondre à la demande anticipée dans des domaines comme les soins infirmiers, l'enseignement, les sciences de l'environnement et le travail social⁶².

66. Le 30 septembre 2008, l'Assemblée législative de Guam a adopté, pour l'exercice budgétaire 2009, un fonds spécial de 7,5 millions de dollars pour repas scolaires et besoins nutritionnels des enfants⁶³.

67. En octobre 2008, le Community College de Guam a reçu du Département de l'éducation des États-Unis une subvention de 2 499 120 dollars sur deux ans pour construire un nouveau centre du savoir sur le campus de Mangilao. Selon le président du Community College de Guam, il s'agit globalement pour le centre d'augmenter les taux d'inscription, de rétention et de réussite⁶⁴.

68. D'après des rapports de presse, le Département des travaux publics a mis en service 35 autobus scolaires de plus durant l'année 2008 pour améliorer les services assurés aux élèves des écoles publiques⁶⁵.

C. Santé publique

69. L'espérance de vie des habitants de Guam pour 2008 était de 75,7 années pour les hommes et de 82 années pour les femmes. Le principal établissement sanitaire de Guam et des États fédérés de Micronésie, le Guam Memorial Hospital, est la propriété du Gouvernement et compte 192 lits, dont 159 pour soins intensifs. Un centre communautaire de santé pour la région nord a été ouvert en 2007. Le Département de la santé de Guam exploite une douzaine de cliniques médicales et dentaires.

70. En plus des 71 millions de dollars prévus pour le secteur de la santé publique au cours de l'exercice budgétaire 2009, le Healthy Futures Fund, alimenté par les taxes sur le tabac et l'alcool, fournira 9 millions de dollars. En outre, le 5 février 2009, le Président des États-Unis a promulgué un projet de loi prévoyant une augmentation des financements de soins de santé pour les enfants de Guam. Le programme de l'État pour l'assurance médicale des enfants fournira un montant additionnel de 1,8 million de dollars pour des programmes qui proposent des soins de santé pour les enfants sans assurance privée⁶⁶.

71. L'hôpital naval des États-Unis soigne le personnel militaire et leurs familles ainsi que les anciens combattants. En octobre 2008, la Puissance administrante a annoncé qu'un contrat de 4,5 millions de dollars avait été accordé pour la construction, sur Guam, d'une clinique pour répondre aux besoins de santé des anciens combattants qui vivent dans l'île et dans d'autres zones insulaires du Pacifique⁶⁷.

⁶² Pacific Islands Report, 25 juin 2008.

⁶³ Loi budgétaire pour l'exercice budgétaire 2009, <http://bbmr.guam.gov>.

⁶⁴ www.guamgovernor.net, 3 octobre 2008.

⁶⁵ www.guampdn.com. 5 mars 2009.

⁶⁶ Congressional Research Service, (www.crs.gov), 14 janvier 2009.

⁶⁷ Département de l'intérieur des États-Unis, 2 octobre 2008.

D. Logement

72. Le renforcement de l'appareil militaire soumettra le parc immobilier à des besoins supérieurs aux besoins des militaires et des personnes directement impliquées dans l'expansion. L'annonce du renforcement de l'appareil militaire de Guam se répandant, la demande offshore s'est accrue et des achats spéculatifs ont eu lieu. Sur la base de la projection démographique pour 2015, il faudra à Guam environ 7 500 logements civils de plus⁶⁸.

73. Un bond particulièrement notable dans les prix médians des logements individuels et des logements en copropriété a eu lieu en 2007, ce qui a suscité des préoccupations locales quant à leur accessibilité pour les résidents locaux et à une augmentation possible du nombre de sans-logis⁶⁹.

74. Toutefois, durant la première moitié de 2008, le montant global des ventes immobilières de Guam est tombé à 409,3 millions de dollars, contre 686,8 millions pour la même période en 2007. La baisse a commencé par les propriétés commerciales, dont les ventes annuelles ont chuté de plus de 70 %. Le ralentissement du marché en 2008 a été aggravé par une série d'actions de l'administration locale conduisant à une réduction des gains potentiels associés à l'investissement et au développement immobilier⁷⁰.

E. Immigration

75. Les migrations au départ des îles Marshall, des États fédérés de Micronésie et de Palau continuent à poser un gros problème dans les relations du Gouvernement fédéral avec Guam. La loi de 1986 dite Compact of Free Association Act, qui établissait les relations entre les États-Unis et les États fédérés de Micronésie et les îles Marshall, autorisait la liberté de migration depuis ces nations insulaires du Pacifique vers les Territoires et possessions. La loi permettait aux citoyens des États librement associés d'entrer à Guam et de se livrer légalement à des occupations en tant qu'étrangers non-immigrants⁷¹. Ces immigrants et leurs enfants nés américains se sont installés dans Guam, Hawaï et les îles Mariannes septentrionales, ce qui a grevé les ressources des États et Territoires qui les recevaient.

76. Afin de rembourser Guam, les autres Territoires et Hawaï du coût de la fourniture de services publics aux immigrants régionaux, le Gouvernement fédéral a prévu un financement au titre de l'impact de l'Accord (Compact). En décembre 2003, la loi de 2003 dite Compact of Free Association Amendments Act a été votée, renouvelant l'Accord initial de 1986 pour 20 autres années. Un remboursement additionnel au titre de l'impact de l'Accord est autorisé si les coûts de l'impact dépassent l'ouverture obligatoire de crédit de 30 millions de dollars par an. . On évalue à 12 à 14 millions de dollars le montant de financement annuel attendu pour

⁶⁸ *Pacific Sunday News*, 14 septembre 2008.

⁶⁹ First Hawaiian Bank, www.fnb.com/pdf/Econ_Forecast_Guam08.pdf.

⁷⁰ www.redroom.com, 22 août 2008.

⁷¹ Département de l'intérieur des États-Unis, Bureau des affaires insulaires, *rapport sur l'état des îles*, 1999, chap.4.

Guam. Le montant de 14,2 millions de dollars accordé à Guam en 2007 au titre de l'impact de l'Accord est demeuré le même pour 2008⁷².

F. Droits de l'homme et questions connexes

77. La question des droits de l'homme à Guam tourne principalement autour des droits des peuples autochtones. Voir les paragraphes 10 à 13 ci-dessus en ce qui concerne la question de l'autodétermination et les paragraphes 19 à 23 ci-dessus en ce qui concerne les préoccupations quant à l'impact du renforcement de l'appareil militaire au regard des problèmes socio-économiques et de l'environnement de Guam. (On trouvera aussi davantage d'informations sur les droits de l'homme et les questions connexes dans le document de travail de 2003 (A/AC.109/2003/15).

VIII. Environnement

78. L'Agence de Guam pour la protection de l'environnement comprend cinq divisions : la Division des services administratifs, la Division des services de contrôle et d'analyse de l'environnement, la Division de la planification et de l'analyse environnementales, la Division des programmes relatifs à l'air et à la terre et la Division des programmes relatifs à l'eau⁷³.

79. Dans le budget de l'exercice budgétaire pour 2009, l'Agence s'est vu ouvrir un crédit de 642 000 dollars⁷⁴.

80. Guam continue à connaître des problèmes d'environnement liés à l'occupation des États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale (note 75) Des données scientifiques ont permis de constater que Guam a été soumis à une importante irradiation durant la période d'essais nucléaires des années 50 dans les îles Marshall⁷⁵.

81. En ce qui concerne la contamination, un projet de nettoyage de 23 millions de dollars sur un lieu de décharge des forces armées des États-Unis datant de 1945 situé à Urunao était en cours de réalisation en 2008; une trentaine de milliers d'armements ou d'explosifs ont été trouvés et détruits à ce stade⁷⁶.

82. Le 7 janvier 2009⁷⁷, le Président des États-Unis a décrété la désignation d'un monument marin national dans les îles Mariannes, y compris le Fossé des Mariannes, créant la plus grande zone marine protégée du monde⁷⁸. D'après certains des législateurs de Guam, le gouvernement fédéral a engagé l'affaire sans procéder aux consultations appropriées. Ils ont indiqué que le peuple autochtone de Guam pêchait dans les eaux des îles Mariannes depuis quelque 4 000 ans sans porter

⁷² www.guampdn.com, 6 mars 2009.

⁷³ www.guamepa.govguam.net.

⁷⁴ Budget de l'exercice 2009, 30 septembre 2008.

⁷⁵ (voir A/AC.109/2001/4, par. 83, A/AC.109/2005/7, par. 67 et A/AC.109/2007/16, par. 83)

⁷⁶ www.kuam.com, 13 août 2007.

⁷⁷ www.kuam.com, 23 janvier 2008.

⁷⁸ National Public Radio, 6 janvier 2009.

atteinte aux ressources naturelles et étaient considérés comme de bons gestionnaires de l'environnement marin⁷⁹.

IX. Relations avec les organisations internationales et les partenaires

83. Guam est membre associé de la Commission économique pour l'Asie et le Pacifique depuis le 24 juillet 1981⁸⁰. Note 80 Il est membre du Secrétariat de la Communauté du Pacifique et du Sommet des Présidents de Micronésie. Guam est membre associé de la Commission économique pour l'Asie et le Pacifique depuis le 24 juillet 1981. Note 80 Il est membre du Secrétariat de la Communauté du Pacifique et du Sommet des Présidents de Micronésie.

X. Statut futur du Territoire

A. Position du Gouvernement du Territoire

84. L'évolution de la situation concernant les discussions sur le statut futur de Guam est présentée dans la section II ci-dessus.

B. Position de la Puissance administrante

85. Tout récemment, dans une lettre datée du 2 novembre 2006 adressée au délégué du Samoa américain à la Chambre des Représentants des États-Unis, le Secrétaire d'État adjoint pour les affaires législatives a défini la position du Gouvernement des États-Unis sur le statut du Samoa américain et autres zones insulaires des États-Unis, position jugée également valable pour 2008. Dans sa lettre, le Secrétaire adjoint disait que le statut des zones insulaires quant à leurs relations politiques avec le Gouvernement fédéral était une affaire interne des États-Unis et non une question relevant du Comité spécial de la décolonisation. La lettre indiquait aussi que le Comité des 24 n'avait pas le pouvoir de modifier d'aucune manière les rapports entre les États-Unis et ces Territoires et qu'aucun mandat ne lui était donné pour engager les États-Unis dans des négociations sur leur statut. La lettre disait par ailleurs que, cela dit, conformément aux obligations que lui fait la Charte des Nations Unies de fournir régulièrement aux Nations Unies des informations statistiques et autres d'une nature technique se rapportant à la situation économique, sociale et éducative du Territoire, le Gouvernement fédéral fournissait des mises à jour annuelles au Comité spécial des 24 comme preuve de la volonté de coopération des États-Unis en tant que Puissance administrante et pour corriger toutes erreurs dans l'information que le Comité spécial aurait pu recevoir d'autres sources⁸¹.

⁷⁹ Saipan Tribune, 19 novembre 2008.

⁸⁰ www.unescap.org.

⁸¹ *Samoa News*, 7 novembre 2006.

C. Mesures prises par l'Assemblée générale

86. Le 5 décembre 2008, l'Assemblée générale a adopté sans vote les résolutions 63/108 A et B fondées sur le rapport du Comité spécial transmis à l'Assemblée générale⁸² et son examen ultérieur par la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) (A/63/480). La section VI de la résolution 63/108 B concerne Guam. Aux termes du dispositif de cette section, l'Assemblée générale :

1. *Demande à nouveau* à la Puissance administrante de prendre en considération la volonté expresse du peuple chamorro telle qu'elle a été soutenue par les électeurs de Guam lors du referendum de 1987 et telle qu'elle a été ultérieurement prescrite par la législation de Guam concernant les efforts d'autodétermination des Chamorros et encourage la Puissance administrante et le Gouvernement du Territoire à engager des négociations sur la question;

2. *Prie* la Puissance administrante de continuer, en coopération avec le Gouvernement du Territoire, à transférer des terres aux premiers propriétaires du Territoire, à reconnaître et respecter les droits politiques et l'identité culturelle et ethnique du peuple chamorro de Guam et à prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations du Gouvernement du Territoire concernant la question de l'immigration;

3. *Prie aussi* la Puissance administrante de coopérer à l'établissement de programmes pour le développement durable des activités et entreprises économiques du Territoire, notant le rôle spécial du peuple chamorro dans le développement de Guam;

4. *Rappelle* la précédente demande adressée par le Gouverneur élu à la Puissance administrante concernant la levée des restrictions pour permettre aux compagnies aériennes étrangères de transporter des voyageurs entre Guam et les États-Unis d'Amérique afin de créer un marché plus concurrentiel et d'accroître le nombre d'arrivées des visiteurs;

5. *Prie* la Puissance administrante de venir en aide au Territoire en facilitant son rayon d'action, conformément à l'article 73 b de la Charte des Nations Unies et, à cet égard, demande aux organismes compétents des Nations Unies d'apporter de l'aide au Territoire, si on le leur demande.

⁸² Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante-deuxième session, Supplément No. 23 (A/62/23)